

N° 5133

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

**PROJET DE LOI****portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat**

\* \* \*

*(Dépôt: le 20.5.2003)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (15.5.2003) .....	1
2) Résumé .....	3
3) Exposé des motifs.....	4
4) Texte du projet de loi .....	12
5) Commentaire des articles .....	21
6) Fiche financière .....	27

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.* – Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat.

Palais de Luxembourg, le 15 mai 2003

*Le Premier Ministre,**Ministre d'Etat,*

J.-Cl. JUNCKER

HENRI

\*

**SOMMAIRE**

- 1) Résumé
- 2) Exposé des motifs
  - I. Un contexte géopolitique mondial en mutation rapide et source de nouvelles menaces
  - II. Quelles missions et quels moyens pour la future instance chargée de la collecte et de l'analyse du renseignement?
    1. Les missions du Service de Renseignement
    2. Les moyens du Service de Renseignement
      - a) Le renseignement
      - b) Les moyens budgétaires
      - c) Les ressources humaines
  - III. Pour un meilleur contrôle des activités du nouveau Service de Renseignement
    1. Les contrôles actuellement en place
    2. Le nouveau contrôle parlementaire
- 3) Texte du projet de loi
  - Chapitre 1er.– Du statut du Service de Renseignement
  - Chapitre 2.– Des attributions du Service de Renseignement
  - Chapitre 3.– De la collecte et du traitement des informations
  - Chapitre 4.– Du budget et des marchés pour biens et services du Service de Renseignement
  - Chapitre 5.– Du personnel du Service de Renseignement
  - Chapitre 6.– Du contrôle parlementaire
  - Chapitre 7.– Dispositions pénales
  - Chapitre 8.– Dispositions modificatives, transitoires et finales
- 4) Commentaire des articles
- 5) Fiche financière

## RESUME

1. L'avant-projet de loi jette les bases d'une réorganisation en profondeur de l'actuel Service de Renseignement de l'Etat. S'il maintient les deux pivots autour desquels sont organisées à l'heure actuelle les missions de ce service – la recherche du renseignement et la protection des informations sensibles –, le texte procède cependant à la nécessaire adaptation des *missions du Service de Renseignement* créé par la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection de la sécurité extérieure de l'Etat à l'évolution du contexte géopolitique dans lequel il fonctionne. La diversité des menaces et des risques, l'instabilité et la complexité caractérisent ce nouveau contexte où la relative stabilité qui était la marque de l'affrontement entre deux superpuissances et deux blocs militaires a cédé le pas à une imprévisibilité accrue des actions et des activités qui pourraient mettre en danger la sécurité du pays. Les nouvelles menaces qui ont émergé dans ce contexte et qui touchent au champ d'activités du nouveau Service de Renseignement sont notamment constituées par le terrorisme international, la prolifération d'armes de destruction massive et par le crime organisé, dans la mesure où ce dernier est lié aux deux premiers phénomènes. Le nouveau Service de Renseignement sera chargé de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective de prévention, les renseignements relatifs à toute activité qui menace la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune ou encore son potentiel scientifique ou économique, et qui emprunte les voies – espionnage, ingérence d'une puissance étrangère dans les affaires de l'Etat luxembourgeois, terrorisme, prolifération de systèmes d'armement non conventionnels ou crime organisé – et poursuit les objectifs – mise en cause de l'intégrité du territoire national, de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat, de la sécurité des institutions, du fonctionnement régulier de l'Etat de droit ou de la sécurité de la population – repris dans la définition des missions du Service de Renseignement. Il effectuera ensuite les enquêtes de sécurité qui sont le préalable à la délivrance d'habilitations de sécurité aux personnes qui ont accès à des pièces classifiées. Il contribuera par ailleurs à assurer la sécurité de ces pièces.

2. Le nouveau texte permettra encore d'assurer une *meilleure coordination* entre le Service de Renseignement et les autres services de l'Etat, et notamment les services de police, par un échange régulier d'informations. Un comité composé du Premier Ministre et des Ministres des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Intérieur assurera la coordination générale des activités du Service de Renseignement et des services de police.

3. L'avant-projet de loi a ensuite pour objectif de faire correspondre les *moyens du Service* au nouveau contexte, et ce notamment au niveau des ressources humaines. Le cadre du personnel est ainsi restructuré. Les fonctions dirigeantes sont revalorisées. L'effectif sera revu à la hausse. Il comportera à terme 60 unités ce qui permettra au Service de Renseignement d'assumer l'ensemble de ses missions sans devoir recourir de façon ponctuelle aux personnels d'autres services.

Certains *modes opératoires du Service* seront désormais directement réglés dans la loi. Tel sera le cas de l'accès aux informations ou encore des enquêtes de sécurité dont le déroulement sera réglementé en détail dans un texte que le Gouvernement présente à la Chambre des Députés parallèlement au projet de réorganisation de l'actuel Service de Renseignement de l'Etat.

4. Enfin le nouveau texte introduit *un contrôle parlementaire sur les activités du Service de Renseignement*. La Commission de Contrôle parlementaire qui sera composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés, pourra contrôler tant l'activité générale du Service de Renseignement que des dossiers spécifiques. Elle pourra se faire assister par des experts dans son travail. A l'issue de chaque contrôle, la Commission dressera un rapport final. Elle soumettra chaque année un rapport d'activités à la Chambre des Députés. Elle sera par ailleurs informée sur le détail des moyens budgétaires mis à la disposition du Service. Deux fois par an, elle sera mise au courant des mesures de surveillance des télécommunications et de la correspondance auxquelles le Service de Renseignement aura procédé.

5. L'avant-projet de loi constitue en définitive une *réponse équilibrée* aux questions que pose le fonctionnement des services chargés de la collecte et de l'analyse du renseignement. Il permet au nouveau Service de Renseignement d'être mieux armé pour affronter les nouvelles menaces qui peuvent peser sur la sécurité du pays, tout en garantissant un fonctionnement de ce même Service respectueux des libertés individuelles et des principes de l'Etat de droit.

## EXPOSE DES MOTIFS

Le projet de loi que le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés vise à remplacer la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection de la sécurité extérieure de l'Etat, qui à l'heure actuelle constitue la base du fonctionnement du Service de Renseignement de l'Etat, par un nouveau texte qui réorganise de manière profonde le service en question et redéfinit les concepts et les principes en matière de sécurité du pays qui fondent son action.

Le Gouvernement issu des élections de 1999 avait déjà reconnu la nécessité d'une action déterminée dans ce domaine en retenant dans son programme que „les nouveaux défis apparus avec la globalisation, que le Luxembourg doit affronter dans le contexte de sa sécurité extérieure, exigent une adaptation des modes de fonctionnement du Service de Renseignement de l'Etat. Dans un souci de transparence et de respect des institutions démocratiques, l'association de la Chambre des Députés et un contrôle parlementaire des activités du Service seront assurés. Les missions du Service seront clairement déterminées et délimitées“. Suite aux attentats du 11 septembre 2001 perpétrés à New York et à Washington, le Gouvernement a cependant décidé de prendre le recul nécessaire et d'attendre que les enseignements soient tirés de ces événements tragiques avant de finaliser la présente réforme.

De ce qui précède, se dégagent les trois raisons qui sont à l'origine du projet et qui s'articulent comme suit:

1. L'évolution du contexte géopolitique dans lequel le Service de Renseignements assume ses missions.
2. La nécessité qui découle de cette évolution et qui est d'adapter les missions, le mode de fonctionnement et les moyens du service au nouveau contexte.
3. La volonté du Gouvernement d'accompagner en contrepartie ces changements par une transparence accrue au niveau des activités du service.

A noter, que le projet de loi doit encore être lu à la lumière de deux autres textes que le Gouvernement présente parallèlement à la Chambre des Députés, à savoir le projet de loi relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ainsi que le projet de loi portant approbation de l'Accord sur la Sécurité des Informations entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3 signé par le Luxembourg le 14 juillet 1998. Il s'agit de deux textes qui sont d'une importance capitale pour la sécurité du pays en ce qu'ils traitent des secrets liés à cette même sécurité, qu'ils soient générés à l'intérieur du pays où lors d'échanges avec d'autres pays et organisations auxquels le Luxembourg est lié par des accords, et de la manière de les protéger par:

- la classification des pièces relatives à ces secrets;
- les enquêtes de sécurité concernant les personnes qui seront habilitées à avoir accès à ces secrets.

Les instruments internationaux que le Luxembourg se doit d'appliquer dans ce domaine prévoient l'instauration d'une Autorité nationale de Sécurité chargée notamment d'effectuer les enquêtes qui aboutissent aux habilitations de sécurité. Au Luxembourg, cette mission est confiée au Service de Renseignement. Le rôle d'Autorité nationale de Sécurité assumé par le service chargé de la collecte du renseignement sera désormais inscrit directement dans la loi qui définit ses missions, son mode de fonctionnement et son cadre du personnel.

\*

### I. UN CONTEXTE GEOPOLITIQUE MONDIAL EN MUTATION RAPIDE ET SOURCE DE NOUVELLES MENACES

Depuis 1989, le monde assiste à des bouleversements qui ont fondamentalement changé notre manière de percevoir la sécurité, ainsi que notre façon de la préserver. La désintégration de l'Union soviétique, la disparition des régimes totalitaires en Europe centrale et en Europe de l'Est, l'unification de l'Allemagne, les guerres du Golfe et les changements politiques survenus au Moyen-Orient ont créé un nouveau contexte géopolitique. Si certains de ces changements ont pu éveiller des espoirs d'un monde plus sûr, il a cependant rapidement fallu se rendre à l'évidence que notre sécurité reste exposée à des risques militaires et non militaires de plus en plus diversifiés. Les attentats du 11 septembre 2001, tout en ajoutant une nouvelle dimension aux menaces qui pèsent sur notre sécurité, sont là pour nous le rappeler. La diversité des menaces et des risques, l'instabilité et la complexité caractérisent ce nouveau contexte où la relative stabilité qui était la marque de l'affrontement entre deux superpuissances et deux

blocs militaires a cédé le pas à une imprévisibilité accrue des actions et des activités qui pourraient mettre en danger notre sécurité.

Les nouvelles menaces qui se sont concrétisées dans le sillage des importantes transformations géopolitiques dont il a été question ci-dessus sont notamment constituées par le terrorisme international, mais également par le crime organisé et la prolifération d'armes de destruction massive. Ces facteurs sont par ailleurs souvent liés entre eux, ce qui ajoute encore à leur complexité intrinsèque et à celle des politiques et des stratégies qu'il convient de mettre en place pour les combattre.

Ainsi, la fin du monde bipolaire n'a pas mis un terme à la prolifération des armements. Au contraire, les risques découlant de la dissémination d'armes de destruction massive – nucléaires, biologiques, chimiques et balistiques – ont considérablement augmenté. L'évaluation des risques liés aux proliférations d'ordre nucléaire, biologique et chimique et la nature des réponses qu'il convient de leur opposer, font l'objet de divergences au sein de la communauté internationale. Le passé très récent en fournit des exemples éloquentes. Si des garde-fous ont été mis en place à travers notamment des conventions internationales, il reste que l'approche la plus efficace réside dans la prévention et précisément la collecte et l'analyse du renseignement concernant le phénomène.

Dans ce contexte, les menaces les plus crédibles à l'heure actuelle sont à rechercher du côté des groupes terroristes, et notamment des groupes non traditionnels. Le terrorisme, pris ici dans une conception extensive, et qui va de l'assassinat individuel à la terreur collective, de l'acte d'un criminel isolé à celui d'une organisation structurée, se trouve en définitive au cœur des nouvelles menaces. Qu'il s'agisse de terrorisme fondamentaliste, de contestation radicale du système socio-économique et de l'ordre établi, de terrorisme d'inspiration ethnique et séparatiste, ou simplement de terrorisme lié au crime organisé, les Etats démocratiques se voient confrontés à des menaces qui sont fortement évolutives et qui se sont rapidement étendues ces dernières années. La liberté de mouvement et d'action politique qui caractérisent les démocraties occidentales, le développement moderne des communications, ainsi que l'effet multiplicateur des médias constituent autant de facteurs qui ont accompagné cette évolution. Des raisons géographiques, historiques, économiques et politiques font en tout cas que l'Europe est devenue plus que jamais une cible du terrorisme international. Ici encore, l'approche préventive à travers la collecte, l'analyse et l'exploitation du renseignement concernant ceux qui poursuivent des visées terroristes doit constituer une voie privilégiée pour contrecarrer ces menaces.

La fin de l'affrontement „Est-Ouest“ a ensuite durablement modifié la carte mondiale du crime organisé. A l'instar des acteurs économiques, le crime organisé a, au cours des années quatre-vingt-dix, diversifié ses activités et ses structures. Il s'est ainsi adapté aux exigences d'une économie mondialisée au sein de laquelle il a pris une place de plus en plus importante. Ses activités sont par ailleurs liées dans bon nombre de cas aux menaces dont il vient d'être question.

Ce développement a été favorisé entre autres par la globalisation des marchés financiers qui sont devenus des vecteurs souvent utilisés d'un système qui efface parfois les limites entre une économie criminalisée et l'économie légale qu'elle infiltre. Dans ce contexte, il convient de ne pas oublier que le Grand-Duché de Luxembourg constitue une des premières places financières mondiales. Parallèlement à l'internationalisation croissante de la place financière, les autorités luxembourgeoises ont cherché à empêcher que les circuits financiers légitimes soient utilisés abusivement pour des activités criminelles. Les mesures adoptées permettent ainsi de fermer l'accès du secteur financier aux auteurs d'activités illégales, de bloquer leurs opérations et de geler leurs avoirs.

Le Luxembourg dispose d'ores et déjà d'un dispositif législatif étoffé pour lutter contre le blanchiment et la criminalité financière. Le Grand-Duché de Luxembourg a ainsi été l'un des premiers Etats à incriminer le blanchiment d'argent. L'article 506-1 du Code pénal couvre notamment le blanchiment de capitaux tirés des crimes ou délits commis dans le cadre ou en relation avec une association de malfaiteurs ou une organisation criminelle ainsi que le blanchiment de capitaux tirés d'infractions à la législation sur les armes et munitions. Les professionnels du secteur financier sont également obligés de dénoncer aux autorités judiciaires toute transaction qui pourrait être l'indice d'un blanchiment. C'est également dans cet ordre d'idées que le législateur a adopté récemment une loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale. Les auteurs et complices d'actes terroristes ou d'autres actes criminels ne sauraient en aucune façon être protégés par le système judiciaire et le secret bancaire luxembourgeois. L'ensemble de ces dispositifs constitue assurément un outil important lorsqu'il s'agit de remonter aux sources de financement de certaines activités criminelles, et notamment du terrorisme, et de démanteler les circuits financiers qui les sous-tendent.

Même si dans ce contexte les acteurs de la place financière, soutenus en cela par les autorités publiques, oeuvrent dès lors en permanence en faveur du fonctionnement professionnel, efficace et transparent et de l'image de marque d'un secteur essentiel pour la prospérité du pays et dont le développement repose sur son savoir-faire, il reste que le statut de grande place financière expose le Luxembourg, comme toutes les autres grandes places financières, à des risques particuliers dont la réalisation menace de toucher à la substance économique du pays et qui nécessitent des réponses complémentaires à celles qui viennent d'être exposées. Le renseignement constitue une de ses réponses. Dans ce même registre des menaces qui pèsent sur le patrimoine économique et financier du pays, il convient encore de mentionner l'espionnage industriel et technologique, notamment dans le domaine de l'informatique, qui depuis la fin de la guerre froide a pris une importance croissante. Aujourd'hui, la sécurité de tout pays est plus que jamais étroitement liée à la protection de son patrimoine économique, industriel, scientifique et financier et il n'y a pas de services secrets absents de ce domaine.

Par-dessus les réponses politiques et juridiques qu'on peut apporter à l'ensemble des menaces qui viennent d'être énumérées – on peut penser plus particulièrement aux instruments juridiques internationaux –, il devient ainsi évident que l'information et le renseignement concernant ces menaces constituent des enjeux cruciaux. D'où la nécessité de mettre en place des organismes efficaces s'occupant de la collecte et de l'analyse du renseignement de sécurité et de sa mise à disposition des instances qui sont chargées de définir les politiques destinées à contrer des phénomènes qui, à terme, menacent dans leur substance les systèmes politiques, économiques et financiers qui forment une partie du soubassement de notre société.

\*

## **II. QUELLES MISSIONS ET QUELS MOYENS POUR LA FUTURE INSTANCE CHARGÉE DE LA COLLECTE ET DE L'ANALYSE DU RENSEIGNEMENT?**

La juxtaposition de la description des nouvelles menaces qui se dessinent dans le sillon des profondes mutations géopolitiques auxquelles on assiste de par le monde et de la définition des missions du Service de Renseignement telles qu'elles sont inscrites dans la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat fait apparaître l'inadéquation, ou du moins le caractère incomplet, de cette définition par rapport au contexte dans lequel évolue actuellement le Service de Renseignement. C'est pourquoi, le Gouvernement propose en tout premier lieu d'ajuster la définition des missions du nouveau Service de Renseignement à la nouvelle donne géopolitique. Il estime ensuite que les moyens qui seront mis à la disposition du Service devront être adaptés de façon à lui permettre d'affronter les nouveaux défis et d'assumer ses responsabilités dans le réseau des services secrets avec lesquels il entretient des relations régulières.

### **1. Les missions du Service de Renseignement**

En ce qui concerne les missions actuelles du Service de Renseignement, l'article 2 de la loi du 30 juillet 1960 précise qu'elles consistent à assurer la protection des secrets visés à certains des articles du Code pénal qui traitent des crimes et des délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et à rechercher les informations que requiert la sauvegarde de la sécurité extérieure du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats avec lesquels il est uni par un accord régional en vue d'une défense commune. Les articles du Code pénal auxquels la loi de 1960 fait référence visent essentiellement à réprimer la fourniture à une puissance étrangère d'informations sensibles intéressant la défense du territoire ou en général la sécurité extérieure du pays. En ce qui concerne ensuite la recherche des informations que requiert la sauvegarde de la sécurité extérieure du Luxembourg et des pays alliés, la lecture de cette disposition sur fond du chapitre II du Code pénal relatif aux crimes et délits contre la sécurité extérieure de l'Etat fait clairement apparaître le décalage qui s'est opéré entre d'une part la philosophie qui était à la base de la démarche des auteurs des textes afférents du Code pénal qui ont été écrits à la sortie de la deuxième guerre mondiale et du législateur en 1960 lors de la mise en place du Service de Renseignement et d'autre part le contexte dans lequel se meut aujourd'hui le service en question. Ainsi, il s'avère que les infractions introduites à l'époque de la deuxième guerre mondiale et qui ont trait aux atteintes portées à la défense nationale par le biais de faits punissables tels que l'espionnage, la collusion avec une puissance étrangère, la subversion ou encore le sabotage ne couvrent plus l'ensemble de la panoplie des menaces qui pèsent sur la sécurité du pays.



Face à un adversaire extérieur aux contours bien précis, la sauvegarde de l'intégrité du territoire national, de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat, était par la force des choses au coeur des activités du renseignement. Même si l'approche traditionnelle des services chargés de la collecte du renseignement n'a pas totalement perdu sa raison d'être, l'évolution en parallèle des menaces auxquelles le pays est exposé et du concept de sécurité, la perméabilité accrue des limites entre sécurité extérieure au sens strict et sécurité intérieure, amènent le Gouvernement à proposer à la Chambre des Députés d'adapter le champ des missions du nouveau Service de Renseignement en l'étendant à la recherche, l'analyse et le traitement des renseignements concernant les activités qui menacent ou peuvent menacer la sécurité tout court du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats auxquels le Luxembourg est lié par un accord en vue d'une défense commune, et en y englobant la protection des relations internationales du pays et celle de son potentiel scientifique et économique. Afin d'éviter tout abus, le contenu des notions clé utilisées est désormais précisé dans la loi. Ainsi, les activités qui pourraient constituer une menace pour la sécurité du pays y sont définies:

- tout d'abord à travers les voies que ces activités peuvent utiliser, comme toute activité, individuelle ou collective, qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence d'une puissance étrangère dans les affaires de l'Etat luxembourgeois, le terrorisme, la prolifération de systèmes d'armement non conventionnels et des technologies y afférentes ou le crime organisé, dans la mesure où ce dernier est lié aux faits précités,
- et ensuite par rapport aux objectifs qu'elles peuvent poursuivre, comme activités pouvant mettre en cause l'intégrité du territoire national, la souveraineté et l'indépendance de l'Etat, la sécurité des institutions, le fonctionnement régulier de l'Etat de droit ou la sécurité de la population.

Le lien est ainsi effectué, à travers la notion de sécurité, entre le champ d'activité classique et les nouveaux domaines d'intervention du Service de Renseignement. Il y est en outre précisé que la menace qui porte atteinte à la sécurité de l'Etat peut être déployée à partir de l'étranger, mais qu'elle peut également avoir son origine à l'intérieur du pays, étant entendu qu'elle doit concerner les activités du Service telles que décrites ci-dessus. A noter qu'il s'agit en l'occurrence d'un ensemble de missions qui, à l'étranger, rentrent également dans le champ des attributions des services secrets, mais sont parfois réparties sur plusieurs branches de ces services. Afin de garantir la lisibilité des structures qu'il entend mettre en place, le Gouvernement a préféré s'en tenir à la création d'un seul et unique service dans ce domaine.

Il est par ailleurs évident que l'activité du service se développera exclusivement sur le plan de l'action préventive et protectrice et qu'elle n'interférera pas avec les activités de la police et des pouvoirs judiciaires. La définition des missions du Service est particulièrement claire sur ce point. Il est cependant tout aussi évident, et le texte proposé en tient compte, qu'il faudra veiller à une collaboration optimale entre le nouveau Service de Renseignement et les autorités policières, judiciaires et administratives, et notamment à une transmission rapide des renseignements recherchés, analysés et traités par les services secrets qui pourraient intéresser les autres services. Cette collaboration au niveau de l'échange d'informations devra évidemment fonctionner dans les deux sens. Elle devrait encore être améliorée par la création d'un comité composé du Premier Ministre, du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur qui sera chargé de coordonner les activités du Service de Renseignement et des services de police. De même, il sera veillé à ce que le Service de Renseignement constitue un partenaire fiable des services étrangers actifs dans ce domaine.

Pour compléter la description des missions du Service de Renseignement, le texte mentionne enfin différentes attributions liées à la protection des informations sensibles et notamment les enquêtes de sécurité auxquelles il est appelé à procéder en tant qu'Autorité nationale de Sécurité en application de différents instruments juridiques internationaux qui lient le Grand-Duché de Luxembourg. Il est renvoyé à ce sujet au projet de loi relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité que le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés parallèlement au présent projet.

## **2. Les moyens du Service de Renseignement**

Les moyens du Service de Renseignement devront ensuite être à la hauteur des défis qu'il est appelé à relever. Ils seront alloués au Service dans le respect du droit commun applicable aux autres administrations et services de l'Etat tout en préservant, dans la mesure de ce qui est nécessaire, le caractère par nature secret des activités du Service de Renseignement.

### **a) *Le renseignement***

La matière première sur laquelle travaille le Service de Renseignement est constituée par le renseignement. Il est dès lors primordial que le Service dispose d'un accès aux informations dont il a besoin pour assumer ses missions et qu'il soit habilité à les conserver et à les traiter dans ses propres banques de données. Ses sources d'informations bénéficieront par ailleurs d'un régime de protection. Absolue pour les renseignements livrés par les services de renseignement étrangers, cette protection pourra cependant être levée, dans les autres cas et sous certaines conditions, à l'égard des autorités judiciaires. Pour donner une vue d'ensemble aussi complète que possible de la façon dont travaille le Service de Renseignement, le Gouvernement propose à la Chambre des Députés d'autoriser directement dans la loi le Service de Renseignement à accéder à diverses banques de données qui existent dans différentes administrations de l'Etat et à mettre en place des bases de données destinées à conserver les informations collectées dans le cadre de l'exercice de ses missions. Le Service de Renseignement devra par ailleurs développer ses activités dans ce domaine dans le respect des dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. D'autres modes opératoires du Service de Renseignement ayant trait à son accès à certaines informations sont d'ores et déjà décrits de façon détaillée dans la législation existante ou seront explicités dans des textes que le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés parallèlement au présent projet de loi. Tel est le cas de la surveillance, sous des conditions strictement définies, des télécommunications et de la correspondance qui est régie par le Code d'Instruction criminelle. Ensuite, l'accès du Service de Renseignement aux informations dont il a besoin pour conduire ses enquêtes de sécurité est détaillé dans le projet de loi relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité dont la Chambre des Députés se trouve saisie dans le contexte de la réorganisation du service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement.

### **b) *Les moyens budgétaires***

Les moyens budgétaires nécessaires au fonctionnement du Service de Renseignement seront prélevés sur le budget de l'Etat et gérés par le Service qui aura recours pour cela à la technique du comptable extraordinaire prévue par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. A noter que la Commission de Contrôle parlementaire dont il sera question ci-après sera informée par le Premier Ministre sur le détail des crédits budgétaires qui seront mis à la disposition du Service de Renseignement. Pour ce pan de son fonctionnement, le Service de Renseignement sera encore placé sous le contrôle étroit du Ministre du Budget et de la Cour des Comptes. En vue de la préservation du caractère secret de ses activités, le Service de Renseignement pourra par ailleurs utiliser le système du marché de gré à gré pour la passation de ses marchés pour biens et services.

### **c) *Les ressources humaines***

En ce qui concerne les moyens en personnel du Service de Renseignement, le projet de loi rompt avec l'approche qui était celle du législateur en 1960.

À l'heure actuelle, le cadre du personnel du Service se réduit en effet à la personne du Directeur. Ce cadre est ensuite complété par du personnel détaché à partir d'autres administrations, prélevé notamment sur les cadres de la Police grand-ducale. Si le Gouvernement n'entend pas abandonner cette voie – les cadres du personnel de la Police grand-ducale, ou encore de l'Armée, fournissent en effet un personnel particulièrement bien formé et bien préparé aux missions assumées par le Service de Renseignement –, il propose cependant de doter en outre le Service d'un cadre du personnel qui lui sera propre. Au sein de ce cadre seront représentées les principales carrières administratives et techniques qui existent dans les autres administrations et services d'Etat. A la tête du Service de Renseignement on trouvera désormais le Directeur, dont la fonction est reclassée du grade 16 au grade 17 du barème des traitements, assisté d'un Directeur adjoint. Ces mesures se justifient par les responsabilités accrues assumées par les cadres dirigeants du nouveau Service.

Autre innovation, le Service de Renseignement recrutera désormais de façon plus prononcée par la voie de l'examen-concours ce qui lui permettra de compléter son cadre, constitué essentiellement d'agents bénéficiant d'une certaine expérience, par des éléments plus jeunes. Un règlement grand-ducal précisera les conditions particulières que les postulants aux emplois publiés par le Service de Renseignement devront remplir.



Contrairement à ce qui est le cas aujourd'hui, l'effectif du Service de Renseignement est désormais fixé dans la loi. Les postes budgétaires nécessaires pour atteindre le plafond limite de soixante unités sont créés directement par la nouvelle loi. Il appartiendra au Premier Ministre de fixer annuellement, sur proposition du Directeur, le niveau des ressources humaines qui seront mises à la disposition du Service de Renseignement. Ici encore, la Chambre des Députés aura, à travers la nouvelle Commission de Contrôle parlementaire, un droit de regard. L'effectif ainsi constitué permettra au Service de remplir l'ensemble des missions qui lui sont assignées par la loi sans dépendre du recours ponctuel aux personnels d'autres administrations et services. La création hors numerus clausus des postes nécessaires au bon fonctionnement du Service de Renseignement ne constitue pas une innovation en elle-même. En effet, les personnels détachés au Service de Renseignement créé par la loi du 30 juillet 1960 à partir d'autres administrations et services de l'Etat peuvent, au moment où le détachement est effectué, être remplacés dans leur cadre d'origine par dépassement des effectifs.

\*

### **III. POUR UN MEILLEUR CONTROLE DES ACTIVITES DU NOUVEAU SERVICE DE RENSEIGNEMENT**

#### **1. Les contrôles actuellement en place**

Déjà à l'heure actuelle, le service chargé de la collecte du renseignement est contrôlé à différents niveaux.

Il l'est tout d'abord au niveau institutionnel, comme toute autre administration à travers les moyens de contrôle et de surveillance dont dispose la Chambre des Députés en matière politique et administrative à l'endroit des affaires gouvernementales. Son fonctionnement peut donner lieu à une question parlementaire ou même à une enquête.

Au niveau de la hiérarchie, le Service est contrôlé au même titre que tout autre service public. Placé aux termes de la loi du 30 juillet 1960 „sous l'autorité du Ministre d'Etat, Président du Gouvernement“, il rend régulièrement compte de ses activités au Premier Ministre.

Le contrôle des finances du Service est opéré de façon interne à l'administration et de façon externe par la Cour des Comptes.

Enfin, au niveau de certaines de ses interventions qui peuvent s'avérer plus sensibles – il s'agit en l'occurrence de la mise en oeuvre de certains moyens techniques pour l'interception de communications –, le Service se trouve soumis à des contrôles spécifiques de la part du Président du Gouvernement et d'une commission composée du Président de la Cour supérieure de Justice, du Président de la Cour administrative et du Président de la Cour des Comptes. Ce n'est en effet que le Président du Gouvernement qui pourra, de l'assentiment de la commission précitée ordonner la surveillance et le contrôle, à l'aide de moyens techniques appropriés, de toutes les formes de communications aux fins de rechercher des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat qu'un ou plusieurs auteurs tentent de commettre si les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce. A noter que, hormis une légère adaptation au niveau de la composition de la commission, le Gouvernement compte maintenir ce contrôle tel qu'il existe à l'heure actuelle, alors qu'il offre toutes les garanties d'indépendance de ceux qui y procèdent par rapport à l'instance politique qui prend la décision.

#### **2. Le nouveau contrôle parlementaire**

Le Gouvernement compte maintenant franchir un pas supplémentaire en instaurant un contrôle parlementaire systématique sur les activités du nouveau Service de Renseignement. Le Luxembourg rejoint ainsi la plupart des pays européens qui offrent un large éventail des solutions possibles, tant sur le plan de la composition que du rôle de l'organe parlementaire de contrôle des services de renseignement. L'exception est constituée par la France où il n'existe pas d'instance parlementaire chargée spécifiquement du contrôle des services qui s'occupent de la collecte du renseignement.

En Allemagne une loi du 11 avril 1978 sur le contrôle parlementaire de l'activité de renseignement a mis en place une Commission de Contrôle parlementaire dont la mission principale consiste à vérifier que l'action des services concernés ne porte pas atteinte aux droits des citoyens. Au début de chaque

législature, le Bundestag élit les membres de la délégation parlementaire pour le contrôle des services de renseignement. La délégation comprend actuellement neuf membres. Le président de la commission, qui est un membre du Bundestag, doit remplir les conditions donnant accès à la fonction de magistrat. La délégation se réunit au moins une fois par trimestre. La loi oblige le Gouvernement fédéral à informer la Commission sur l'activité générale des services contrôlés. La Commission peut en outre demander à être informée sur des dossiers particuliers. Elle a un droit de contrôle sur pièces et sur place et la possibilité d'auditionner le personnel des services de renseignement et de charger des experts indépendants de mener des enquêtes ponctuelles pour son compte. Le ministre peut refuser d'informer la Commission parlementaire en raison de la nécessité de préserver l'accès à certaines sources d'information ou pour protéger les droits de tierces personnes. La Commission parlementaire présente au Bundestag au milieu et à la fin de la législature un rapport sur les activités de contrôle. Les discussions de la Commission parlementaire se font à huis clos et sont secrètes. Le budget des services concernés est approuvé par un groupe de travail ad hoc de la Commission des Finances du Bundestag. La Commission de Contrôle parlementaire y est représentée. La Commission G-10, mise en place par la loi sur le secret de la correspondance, de la poste et des télécommunications, est chargée de la supervision des interceptions téléphoniques et postales.

En Belgique, la loi organique du 18 juillet 1991 relative au contrôle des services de police et de renseignement a créé un comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité, le comité R. La loi organique du 30 novembre 1998 sur les services de renseignement et de sécurité a donné à ces derniers une assise légale, alors qu'auparavant ils fonctionnaient sur la base de textes réglementaires. Le nombre de ces services est de deux. La Sûreté de l'Etat, service de renseignement civil, s'occupe de la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Elle est placée sous l'autorité du Ministère de la Justice, mais le Ministre de l'Intérieur peut y avoir recours pour le maintien de l'ordre public et la protection de personnes. Le Service général du Renseignement et de la Sécurité est le service de renseignement des forces armées. Il dépend du Ministère de la Défense nationale.

Les membres du Comité R, qui sont au nombre de trois, ne sont pas des parlementaires. Ils sont nommés pour une durée de cinq ans par le Sénat. Leur mandat est renouvelable deux fois. Le Président est un magistrat, et les autres membres des juristes expérimentés et spécialisés dans les questions de police et de renseignement. La mission de ce Comité est double: d'une part, il contrôle le respect par les services de renseignement des droits constitutionnels des individus, d'autre part il veille au fonctionnement efficace et à la coordination mutuelle entre les services de renseignement. Le Comité agit soit à son initiative propre, soit à la demande de la Chambre des Représentants, du Sénat ou du Ministre compétent. Il peut se faire communiquer les textes qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il remet au Ministre compétent et au Sénat un rapport relatif à chaque mission d'enquête. Il rédige en outre un rapport annuel qu'il présente au Sénat et à la Chambre des Représentants. Le Comité R dispose d'un service „Enquêtes“, chargé de l'exécution d'enquêtes de contrôle. Ce service comprend cinq membres nommés par le Comité. Ils sont en général détachés d'un service de police ou de renseignement. Le Comité R est à son tour responsable devant la Commission d'Accompagnement parlementaire composée de quatre sénateurs. Cette commission est présidée par le Président du Sénat. Elle se réunit au moins une fois par trimestre avec le Président et les membres du Comité R. La Commission peut charger le Comité R d'effectuer des enquêtes et prendre son avis sur des projets de textes législatifs ou réglementaires.

En Autriche, le contrôle parlementaire des services de renseignement est prévu par la Constitution fédérale qui dispose que, pour contrôler les services de renseignement civils et militaires, les Commissions compétentes du Conseil national disposent chacune d'une sous-commission spécialisée. Les sous-commissions contrôlent la nature et la légalité des mesures prises par les services de renseignement.

Aux Pays-Bas, une loi du 7 février 2002 a institué un comité de supervision des services chargés de la collecte du renseignement. Le comité en question vérifie que ces services exécutent leur mission conformément à la législation en vigueur. Il informe et conseille les ministres compétents et peut demander à ceux-ci d'informer les deux chambres du Parlement. Le comité est composé de trois membres qui sont nommés par décret royal sur proposition des ministres compétents. En vue de cette procédure, la Seconde Chambre du Parlement établit une liste de trois candidats pour chaque poste à partir de laquelle les ministres opèrent leur choix. Le comité peut procéder à des enquêtes qui sont clôturées, au terme d'une procédure contradictoire, par un rapport qui est envoyé au ministre concerné qui le transmet ensuite aux deux chambres qui composent le Parlement. Avant le premier mai de chaque année, le

comité publie son rapport annuel qui est public et qui est soumis aux ministres compétents ainsi qu'au Parlement.

Au Royaume-Uni, le Comité de Renseignement et de Sécurité a été institué par une loi de 1994 sur les services de renseignement. Il s'agit d'une instance composée de parlementaires qui est chargée de contrôler les trois principaux services civils de renseignement. Le Comité se compose de neuf parlementaires, membre de l'une ou l'autre des deux assemblées. Ils sont nommés par le Premier Ministre, après consultation du chef de l'opposition. La loi de 1994 charge le Comité d'examiner les dépenses, la gestion et la politique des services concernés. Il ne couvre cependant pas les questions opérationnelles.

Il ressort des développements qui précèdent que les solutions retenues pour configurer le contrôle des services de renseignement sont multiples. Les dispositifs mis en place sont parfois simples sans cependant toujours réserver des pouvoirs de contrôle effectifs aux instances concernées, alors que dans d'autres cas les systèmes de contrôle sont excessivement complexes ce qui aurait tendance à nuire à leur efficacité et à leur efficience. Le Gouvernement propose à la Chambre des Députés d'adopter un système lisible qui permette au pouvoir législatif de contrôler sans intermédiaire le nouveau Service de Renseignement. La Commission de Contrôle parlementaire qui sera composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés, pourra, au contact direct du Service de Renseignement, contrôler tant l'activité générale de ce dernier que des dossiers spécifiques. Dans l'exercice de ses missions, la Commission pourra se faire assister par des experts. A l'issue de chaque contrôle, la Commission dressera un rapport final qui renseignera sur les observations, les conclusions et les recommandations formulées par les membres de la Commission. Parallèlement, la Commission pourra, à la demande du Premier Ministre ou de sa propre initiative, conseiller celui-ci sur des questions liées au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement. Elle sera informée sur le détail des moyens budgétaires mis à la disposition du Service de Renseignement. Deux fois par an, elle sera mise au courant des mesures de surveillance des télécommunications et de la correspondance auxquelles le Service de Renseignement aura procédé. Finalement, elle soumettra chaque année un rapport d'activités à la Chambre des Députés.

\*

En résumé, le Gouvernement propose à la Chambre des Députés:

- une modernisation des missions du Service et leur adaptation à l'évolution des menaces,
- une meilleure définition, et cela directement dans la loi, des moyens dont disposera le Service – personnel, accès aux informations –,
- l'explicitation dans la loi de certains modes opératoires du Service sans pour autant nuire à la nature par définition secrète de ses missions – il est à ce sujet également renvoyé au dispositif sur les enquêtes de sécurité prévu par le projet de loi sur la classification des pièces et sur les habilitations de sécurité –,
- l'instauration d'un contrôle parlementaire sur les activités du Service qui vient compléter les multiples contrôles qui existent déjà à l'heure actuelle.

Ces propositions constituent, aux yeux du Gouvernement, des réponses équilibrées aux questions que pose le fonctionnement des services chargés de la collecte et de l'analyse du renseignement. Elles permettront au nouveau Service de Renseignement d'être mieux armé pour affronter les défis que représentent les nouvelles menaces pour la sécurité du pays, tout en garantissant un fonctionnement de ce même Service respectueux des libertés individuelles et des principes de l'Etat de droit.

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

### Chapitre 1er.– *Du statut du Service de Renseignement*

**Art. 1er.**– Le Service de Renseignement de l’Etat, appelé ci-après Service de Renseignement, est placé sous l’autorité du Premier Ministre, Ministre d’Etat.

### Chapitre 2.– *Des attributions du Service de Renseignement*

#### **Art. 2.**– *Missions du Service de Renseignement*

(1) Le Service de Renseignement a pour mission:

- de rechercher, d’analyser et de traiter, dans une perspective de prévention, les renseignements relatifs à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d’une défense commune, ses relations internationales ou son potentiel scientifique ou économique;
- d’effectuer les enquêtes de sécurité qui lui sont confiées en vertu de la loi;
- d’assurer la sécurité des pièces classifiées;
- de surveiller l’application des règlements de sécurité nationaux ou internationaux.

(2) Pour l’application du paragraphe (1), on entend par:

„activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché“: toute activité, individuelle ou collective, déployée à l’intérieur du pays ou à partir de l’étranger:

- qui peut avoir un rapport avec l’espionnage, l’ingérence d’une puissance étrangère dans les affaires de l’Etat luxembourgeois, le terrorisme, la prolifération de systèmes d’armements non conventionnels et des technologies y afférentes ou le crime organisé dans la mesure où ce dernier est lié aux faits précités et
- qui est susceptible de mettre en cause l’intégrité du territoire national, la souveraineté et l’indépendance de l’Etat, la sécurité des institutions, le fonctionnement régulier de l’Etat de droit ou la sécurité de la population.

(3) Les modalités selon lesquelles le Service de Renseignement accomplit ses missions peuvent être précisées par voie de règlement grand-ducal.

### Chapitre 3.– *De la collecte et du traitement des informations*

#### **Art. 3.**– *Coopération avec les instances nationales et internationales*

(1) Dans le cadre de ses attributions, le Service de Renseignement veille à assurer une coopération efficace avec les autorités policières, judiciaires et administratives nationales ainsi qu’avec les organismes de renseignement et de sécurité étrangers. Le Service de Renseignement communique les informations collectées dans le cadre de sa mission aux autorités policières, judiciaires et administratives dans la mesure où ces informations sont nécessaires à l’accomplissement de leurs missions.

(2) Les autorités policières, judiciaires et administratives communiquent les informations utiles à l’exercice de sa mission au Service de Renseignement.

(3) Un comité, composé du Premier Ministre, Ministre d’Etat, du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de la Justice et du ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions, assure la coordination générale des activités du Service de Renseignement et des services de police. Le secrétariat du comité est assuré par les services du Ministère d’Etat.

#### **Art. 4.**– *Accès aux informations*

(1) Sans préjudice des dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l’égard du traitement des données à caractère personnel, le Service de Renseignement est autorisé:

- à mettre en place des bases de données destinées à conserver les informations collectées dans le cadre de l’exercice de ses missions;

- à accéder aux banques de données suivantes:
  - a. le Registre général des personnes physiques et morales créé par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
  - b. la banque de données nominatives créée par le règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 relatif à la création et à l'exploitation d'une banque de données nominatives de police générale;
  - c. le bulletin No 2 du casier judiciaire dans le cadre du règlement grand-ducal du 14 décembre 1976 portant réorganisation du casier judiciaire;
  - d. la banque de données des étrangers en contact avec le service de la police des étrangers définie à l'article 1er du règlement grand-ducal du 13 juin 1988 autorisant la création et l'exploitation d'une banque de données pour le compte du service de la police des étrangers au Ministère de la Justice;
  - e. la banque de données nominatives des propriétaires, porteurs, détenteurs et vendeurs d'armes prohibées définie aux articles 1er et 2 du règlement grand-ducal du 7 juin 1993 autorisant (1) la prorogation de l'exploitation de la banque de données nominatives des propriétaires, porteurs, détenteurs et vendeurs d'armes prohibées; (2) l'utilisation du numéro d'identité des personnes physiques et morales;
  - f. la banque de données des demandeurs d'un permis de travail et de leurs employeurs définie à l'article 1er du règlement grand-ducal du 13 janvier 1987 autorisant la création et l'exploitation d'une banque de données des demandeurs d'un permis de travail et de leurs employeurs;
  - g. les applications liées aux données sur les affiliations des salariés et indépendants et les données relatives aux employeurs, de même que les coordonnées signalétiques des personnes physiques et morales contenues dans les banques de données visées à l'article 321 du Code des Assurances sociales;
  - h. la banque de données des véhicules routiers et de leurs propriétaires et détenteurs créée par le règlement grand-ducal du 2 septembre 1993 autorisant (1) la création et l'exploitation, pour le compte du Ministère des Transports, d'une banque de données des véhicules routiers et de leurs propriétaires et détenteurs, (2) la création et l'exploitation, pour le compte du Ministère des Affaires étrangères, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises, de trois banques de données de finalité dérivée, (3) l'utilisation du numéro d'identité des personnes physiques et morales;
  - i. la banque de données des cessions et saisies sur traitements du personnel de l'Etat définie à l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 octobre 1988 autorisant la création et l'exploitation d'une banque de données des cessions et saisies sur traitements du personnel de l'Etat.

(2) Les données nominatives recueillies dans le cadre de la présente loi ne peuvent servir qu'aux fins y définies. Les modalités de mise en œuvre des traitements visés au paragraphe (1) peuvent être précisées par voie de règlement grand-ducal.

(3) Le Service de Renseignement peut solliciter les données à caractère non personnel nécessaires à l'exercice de ses missions auprès des personnes morales de droit public ou de droit privé et de toutes personnes physiques.

#### **Art. 5.– Protection des sources**

(1) Il est interdit à tout agent du Service de Renseignement, entendu comme témoin dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire, de divulguer des informations qui, de par leur nature ou contenu, pourraient révéler l'identité d'une source du Service de Renseignement.

Une personne qui, dans le cadre de sa relation professionnelle avec un agent du Service de Renseignement, a pris connaissance d'une information permettant d'identifier une source est soumise à l'interdiction formulée à l'alinéa précédent.

(2) Les autorités policières, judiciaires ou administratives ne peuvent ordonner ou prendre des mesures qui auraient pour objet ou effet de porter atteinte à l'interdiction définie au paragraphe (1).

(3) La protection des sources peut toutefois être levée à l'égard des autorités judiciaires sur décision du Président de la Cour supérieure de Justice, à condition que cette levée n'entrave pas les actions en cours du Service et qu'elle ne présente pas un danger pour une personne physique.

Cette disposition ne s'applique pas aux informations fournies par des services de renseignement étrangers.

(4) Si des informations permettant d'identifier une source ont été obtenues à l'occasion d'une procédure qui n'avait pas pour but de découvrir l'identité d'une source du Service de Renseignement, ces données ne peuvent être utilisées comme preuve dans le cadre d'une action en justice, sauf

- dans le cas où une telle utilisation des informations ne divulguerait pas l'identité de la source, ou
- dans les cas visés au paragraphe (3).

#### **Chapitre 4.– Du budget et des marchés pour biens et services du Service de Renseignement**

##### **Art. 6.– Moyens financiers**

(1) Chaque année le Premier Ministre, Ministre d'Etat arrête le budget des recettes et des dépenses du Service de Renseignement. Les fonds nécessaires au fonctionnement du Service de Renseignement sont prélevés sur les crédits inscrits au budget de l'Etat.

(2) Les recettes et les dépenses du Service de Renseignement sont couvertes par le secret des opérations.

(3) Avant le début de l'exercice budgétaire, le Premier Ministre, Ministre d'Etat informe la Commission de Contrôle parlementaire, visée à l'article 14, sur le détail des crédits mis à la disposition du Service de Renseignement.

##### **Art. 7.– Procédure comptable**

(1) Les dépenses du Service de Renseignement sont effectuées par le comptable extraordinaire du Service de Renseignement nommé par le Ministre ayant le budget dans ses attributions conformément aux dispositions de l'article 68 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

(2) Par dérogation aux dispositions des articles 68 à 73 de la loi précitée:

- le contrôle périodique de la gestion du Service de Renseignement est assuré par la Cour des Comptes;
- les recettes du comptable extraordinaire sont affectées au paiement des dépenses du Service de Renseignement. Elles sont inscrites dans le compte du comptable extraordinaire;
- le comptable extraordinaire rend compte de l'emploi de ses fonds à l'ordonnateur à la fin de chaque trimestre dans un délai indiqué dans la décision d'allocation des fonds;
- les fonds dont il n'a pas été fait emploi pour les besoins du paiement des dépenses se rapportant à l'exercice pour lequel ils ont été alloués ne sont pas reversés à la Trésorerie de l'Etat. Ces fonds sont portés en recette au profit du Service de Renseignement pour l'exercice suivant;
- l'ordonnateur transmet le compte du comptable extraordinaire après approbation à la Cour des Comptes;
- la Cour des Comptes transmet le compte accompagné de ses observations au Premier Ministre, Ministre d'Etat;
- à la fin de chaque exercice le Premier Ministre, Ministre d'Etat, propose au ministre ayant le budget dans ses attributions d'accorder la décharge au comptable extraordinaire. Cette décharge devra intervenir au plus tard le 31 décembre de l'exercice qui suit celui auquel se réfère le compte du comptable extraordinaire.

##### **Art. 8.– Marchés publics**

Dans l'intérêt de la sauvegarde du secret des opérations la procédure applicable en matière de passation de marchés publics au profit du Service de Renseignement est le marché de gré à gré tel que défini par la législation sur les marchés publics.



## **Chapitre 5.– Du personnel du Service de Renseignement**

### **Art. 9.– Direction**

(1) Le Service de Renseignement est dirigé par un Directeur. Il est assisté d'un Directeur adjoint. Le Directeur élabore un règlement intérieur qui définit notamment l'organisation interne et le fonctionnement du Service de Renseignement. Le règlement intérieur est soumis à l'approbation du Premier Ministre, Ministre d'Etat.

(2) Le Directeur et le Directeur adjoint doivent être porteurs d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès.

(3) Les fonctions de Directeur et de Directeur adjoint sont classées comme suit conformément à la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe A „Classification des fonctions“ de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat:

- le Directeur du Service de Renseignement au grade 17,
- le Directeur adjoint du Service de Renseignement au grade 16.

(4) La nomination aux fonctions de Directeur et de Directeur adjoint du Service de Renseignement se fait par arrêté grand-ducal sur proposition du Premier Ministre, Ministre d'Etat.

### **Art. 10.– Cadre du personnel du Service de Renseignement**

(1) En dehors des fonctions de Directeur et de Directeur adjoint, le cadre du personnel comprend les fonctions et emplois suivants:

Dans la carrière supérieure – carrière supérieure de l'attaché:

- des conseillers de direction 1ère classe,
- des conseillers de direction,
- des conseillers de direction adjoints,
- des attachés de direction 1ers en rang,
- des attachés de direction.

Dans la carrière moyenne – carrière moyenne du rédacteur:

- des inspecteurs principaux 1ers en rang,
- des inspecteurs principaux,
- des inspecteurs,
- des chefs de bureau,
- des chefs de bureau adjoints,
- des rédacteurs principaux,
- des rédacteurs.

Dans la carrière moyenne – carrière moyenne de l'ingénieur technicien:

- des ingénieurs techniciens inspecteurs principaux 1ers en rang,
- des ingénieurs techniciens inspecteurs principaux,
- des ingénieurs techniciens inspecteurs,
- des ingénieurs techniciens principaux,
- des ingénieurs techniciens.

Dans la carrière moyenne – carrière moyenne de l'informaticien diplômé:

- des inspecteurs informaticiens principaux 1ers en rang,
- des inspecteurs informaticiens principaux,
- des inspecteurs informaticiens,
- des chefs de bureau informaticiens,
- des chefs de bureau informaticiens adjoints,

- des informaticiens principaux,
- des informaticiens diplômés.

Dans la carrière inférieure – carrière inférieure de l'expéditionnaire administratif:

- des premiers commis principaux,
- des commis principaux,
- des commis,
- des commis adjoints,
- des expéditionnaires.

Dans la carrière inférieure – carrière inférieure de l'expéditionnaire technique:

- des premiers commis techniques principaux,
- des commis techniques principaux,
- des commis techniques,
- des commis techniques adjoints,
- des expéditionnaires techniques.

Dans la carrière inférieure – carrière inférieure de l'expéditionnaire informaticien:

- des premiers commis informaticiens principaux,
- des commis informaticiens principaux,
- des commis informaticiens,
- des commis informaticiens adjoints,
- des expéditionnaires informaticiens.

(2) Le cadre du personnel peut être complété:

- par des employés et des ouvriers dans la limite des crédits budgétaires;
- par des fonctionnaires détachés à partir d'autres services et administrations.

Pendant la durée de leur détachement au Service de Renseignement, les agents sont placés exclusivement sous l'autorité du Premier Ministre, Ministre d'Etat et des supérieurs hiérarchiques de ce service. Ils gardent, toutefois, les droits et avantages qui leurs sont conférés dans leur cadre d'origine. Ils pourront avancer hors cadre par dépassement des effectifs prévus dans l'administration d'origine au moment où, dans cette administration, leurs collègues de rang égal ou immédiatement inférieur, bénéficient d'une promotion.

Le détachement des agents appelés au Service se fait par arrêté du Premier Ministre sur proposition du Directeur et avec l'accord du Ministre du ressort duquel relève l'agent en cause.

(3) Le nombre total des emplois prévus aux paragraphes (1) et (2) ne peut dépasser soixante unités.

(4) Les postes nécessaires pour atteindre l'effectif prévu au paragraphe (3) sont créés, par dérogation aux dispositions de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat définissant le plafond des effectifs du personnel au service de l'Etat, par la présente loi. A l'intérieur de ce plafond, le Premier Ministre fixe annuellement l'effectif du Service de Renseignement sur proposition du Directeur.

(5) Dans l'exercice de ses attributions, le Service de Renseignement peut avoir recours temporairement à des experts ou à des conseillers externes.

#### **Art. 11.– Recrutement des agents du Service de Renseignement**

Les fonctionnaires du Service de Renseignement sont recrutés de façon interne à l'administration ou par la voie d'un examen-concours sur épreuves. Les conditions et formalités à remplir par les postulants au stage, ainsi que le programme et la procédure de l'examen-concours pour l'admission au stage, de l'examen de fin de stage et, le cas échéant, de l'examen de promotion sont fixés par voie de règlement grand-ducal.

**Art. 12.– Procédure disciplinaire**

Lorsqu'un agent du Service de Renseignement fait l'objet d'une procédure disciplinaire devant le Conseil de discipline, celui-ci siège à huis clos.

**Art. 13.– Primes et indemnités**

Il est alloué aux agents du Service de Renseignement:

- une prime de risque non pensionnable de 20 points,
- une prime d'astreinte de 22 points.

Les agents du Service de Renseignement peuvent en outre bénéficier d'une indemnité spéciale destinée à compenser les charges, sujétions et prestations particulières inhérentes aux activités du service qui ne sont pas couvertes par les primes allouées conformément à l'alinéa 1er du présent article. Le taux de cette indemnité est fixé par décision du Premier Ministre.

Les agents détachés au Service de Renseignement à partir d'autres services ont droit aux indemnités visées aux alinéas 1 et 2. Toutefois pour la fixation de ces indemnités, les primes et indemnités touchées dans leur cadre d'origine sont portées en déduction.

**Chapitre 6.– Du contrôle parlementaire****Art. 14.– Mise en place d'un contrôle parlementaire**

Sans préjudice des contrôles et inspections organisés en vertu des dispositions légales et réglementaires, les activités du Service de Renseignement sont soumises au contrôle d'une Commission de Contrôle parlementaire composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés. Chaque membre y dispose d'un nombre de voix égal au nombre des membres du groupe qu'il représente. Les règles de fonctionnement de la Commission sont définies par le règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés.

**Art. 15.– Fonctionnement de la Commission de Contrôle parlementaire**

(1) Les réunions de la Commission se tiennent à huis clos. Elles ont lieu à des intervalles réguliers dans les locaux du Service de Renseignement, qui en assure le secrétariat. Les discussions au sein de la Commission sont secrètes.

(2) Le Directeur du Service de Renseignement informe la Commission sur les activités générales de son service, y compris les relations avec les services de renseignement et de sécurité étrangers.

(3) La Commission peut procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques. A cette fin, la Commission est autorisée à prendre connaissance de toutes les informations et pièces qu'elle juge pertinentes pour l'exercice de sa mission, à l'exception d'informations ou de pièces susceptibles de révéler l'identité d'une source du Service ou pouvant porter atteinte aux droits de la personne d'un tiers. La Commission peut entendre les agents du Service de Renseignement en charge du dossier sur lequel porte le contrôle.

(4) Lorsque le contrôle porte sur un domaine qui requiert des connaissances spéciales, la Commission peut décider, à la majorité des deux tiers des voix et après avoir consulté le Directeur du Service de Renseignement, de se faire assister par un expert.

(5) A l'issue de chaque contrôle, la Commission dresse un rapport final qui inclut les observations, conclusions et recommandations formulées par ses membres et, le cas échéant, les commentaires relatifs aux contrôles spécifiques définis au paragraphe (3). Ce rapport est adressé au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Directeur du Service de Renseignement et aux députés qui sont membres de la Commission de Contrôle parlementaire.

(6) Le Premier Ministre, Ministre d'Etat peut demander à la Commission d'élaborer un avis concernant des questions liées au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement. La Commission est tenue d'émettre son avis dans un délai de trois mois.

La Commission peut de même et de sa propre initiative émettre un avis concernant les questions visées à l'alinéa précédent.

(7) La Commission de Contrôle parlementaire est informée tous les six mois des mesures de surveillance des communications ordonnées par le Premier Ministre, Ministre d'Etat à la demande du Service de Renseignement.

(8) La Commission de Contrôle parlementaire soumet chaque année un rapport d'activités à la Chambre des Députés.

### **Chapitre 7.– Dispositions pénales**

**Art. 16.–** Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 125.000 euros quiconque aura sciemment communiqué, à toute personne non qualifiée pour en prendre connaissance, des renseignements ou des faits de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement, telles que définies à l'article 2.

S'exposera aux mêmes peines toute personne qui, non qualifiée pour en prendre connaissance, se sera procuré ces mêmes renseignements ou qui les aura reçus volontairement.

### **Chapitre 8.– Dispositions modificatives, transitoires et finales**

#### **Art. 17.– Dispositions modificatives**

(1) A l'article 88-3 alinéa premier du Code d'Instruction criminelle, introduit par la loi du 26 novembre 1982 portant introduction au Code d'Instruction criminelle des articles 88-1, 88-2, 88-3 et 88-4, les termes „et du président de la Cour des Comptes“ sont remplacés par les termes „et du président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg“.

(2) La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

- (a) A l'article 22, IV, 8°, les termes „le directeur du service de renseignement“ sont remplacés par les termes „le directeur adjoint du Service de Renseignement“.
- (b) A l'article 22, IV, 9°, est ajoutée la mention „le directeur du Service de Renseignement“.
- (c) L'annexe A – Classification des fonctions –, Rubrique I – Administration générale, est modifiée comme suit:
  - au grade 16, est supprimée la mention „Service de Renseignement – Directeur“.
  - au grade 16, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Directeur adjoint“.
  - au grade 17, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Directeur“.
- (d) A l'annexe A – Classification des fonctions –, Rubrique I – Administration générale, sont ajoutées les mentions suivantes:
  - au grade 7, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Informaticien diplômé“.
  - au grade 8, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Informaticien principal“.
  - au grade 9, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Chef de bureau-informaticien adjoint“.
  - au grade 10, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Chef de bureau-informaticien“.
  - au grade 11, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Inspecteur-informaticien“.
  - au grade 12, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Inspecteur-informaticien principal“.
  - au grade 13, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Inspecteur-informaticien principal 1er en rang“.
- (e) A l'annexe A – Classification des fonctions –, Rubrique I – Administration générale, sont ajoutées les mentions suivantes:
  - au grade 4, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Expéditionnaire-informaticien“.
  - au grade 6, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Commis-informaticien adjoint“.

- au grade 7, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Commis-informaticien“.
  - au grade 8, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Commis-informaticien principal“.
  - au grade 9, est ajoutée la mention „Service de Renseignement – Premier commis-informaticien principal“.
- (f) L’annexe D – Détermination –, Rubrique I – Administration générale – est modifiée comme suit:
- dans la carrière supérieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 12, au grade 16, est supprimée la mention „directeur du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière supérieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 12, au grade 16, est ajoutée la mention „Directeur adjoint du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière supérieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 12, au grade 17, est ajoutée la mention „Directeur du Service de Renseignement“.
- (g) A l’annexe D – Détermination –, Rubrique I – Administration générale – sont ajoutées les mentions suivantes:
- dans la carrière moyenne de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 7, au grade 7, est ajoutée la mention „informaticien diplômé du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière moyenne de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 7, au grade 8, est ajoutée la mention „Informaticien principal du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière moyenne de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 7, au grade 9, est ajoutée la mention „Chef de bureau-informaticien adjoint du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière moyenne de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 7, au grade 10, est ajoutée la mention „Chef de bureau-informaticien du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière moyenne de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 7, au grade 11, est ajoutée la mention „Inspecteur-informaticien du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière moyenne de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 7, au grade 12, est ajoutée la mention „Inspecteur-informaticien principal du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière moyenne de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 7, au grade 13, est ajoutée la mention „Inspecteur-informaticien principal 1er rang du Service de Renseignement“.
- (h) A l’annexe D – Détermination –, Rubrique I – Administration générale – sont ajoutées les mentions suivantes:
- dans la carrière inférieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 4, au grade 4, est ajoutée la mention „Expéditionnaire-informaticien du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière inférieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 4, au grade 6, est ajoutée la mention „Commis-informaticien adjoint du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière inférieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 4, au grade 7, est ajoutée la mention „Commis-informaticien du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière inférieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 4, au grade 8, est ajoutée la mention „Commis-informaticien principal du Service de Renseignement“.
  - dans la carrière inférieure de l’administration, grade de computation de la bonification d’ancienneté 4, au grade 9, est ajoutée la mention „Premier commis-informaticien principal du Service de Renseignement“.

**Art. 18.– Dispositions transitoires**

(1) Si une loi se réfère au „Service de Renseignements de l'Etat“ ou au „Directeur du Service de Renseignements de l'Etat“, ces termes s'entendent respectivement comme „Service de Renseignement“ ou „Directeur du Service de Renseignement“.

(2) Les fonctionnaires et employés appartenant aux carrières énumérées à l'article 10 paragraphe (1) en service auprès de l'actuel Service de Renseignements de l'Etat au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont intégrés dans le cadre du personnel du Service de Renseignement aux grade et échelon atteints au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(3) Le Directeur en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est nommé à la fonction de Directeur du Service de Renseignement et gardera son ancienneté de service.

(4) Le fonctionnaire de la carrière du sous-officier des établissements pénitentiaires, classé au grade 8 à la fonction d'adjudant et détaché depuis le 1er octobre 2000 au Service de Renseignement, est nommé à la fonction de commis technique principal. Il est placé hors cadre dans sa nouvelle fonction aux grade et échelon atteints au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les avancements en échelon et les promotions ultérieures sont soumis aux dispositions légales réglementant la carrière de l'expéditionnaire technique.

(5) L'employé de l'Etat, titulaire du diplôme de Master of Arts in Economic History, en service au Service de Renseignement de l'Etat depuis le 1er mars 2000, peut, après avoir réussi à l'examen spécial dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal et à condition de remplir les conditions de l'article 2, paragraphe (1), points (a) et (f) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, obtenir une nomination à la fonction d'attaché de direction au Service de Renseignement avec dispense de l'examen d'admission au stage, du stage et de l'examen de fin de stage. Sa carrière est reconstituée par la prise en considération du grade 12 figurant à la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe C „Tableaux indiciaires“ de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. En vue de l'application des dispositions de la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, sa première nomination dans la carrière de l'attaché de direction est censée être intervenue au 1er mars 2002.

(6) Sans préjudice des dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires et de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, un tableau d'avancement unique est dressé à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi pour chaque carrière figurant à l'article 10, paragraphe (1).

Les fonctionnaires détachés au Service de Renseignement sur base de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat qui sont intégrés dans le cadre du personnel du Service de Renseignement et qui d'après l'ancienne législation avaient une perspective de carrière plus favorable pour l'accès aux différentes fonctions de leur carrière conservent leurs anciennes possibilités d'avancement.

**Art. 19.– Disposition abrogatoire**

La loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat est abrogée. Cette mesure abrogatoire ne concerne pas l'article 120 octies introduit dans le code pénal par la loi modifiée du 30 juillet 1960.

**Art. 20.– Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le ...



## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### **Chapitre 1er.– *Du statut du Service de Renseignement***

#### *Article 1er*

Cet article prévoit la mise en place du nouveau Service de Renseignement qui remplace le Service de Renseignements de l'Etat institué par la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection de la sécurité extérieure de l'Etat. Comme l'actuel Service de Renseignement, le nouveau service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement sera placé sous l'autorité du Premier Ministre.

### **Chapitre 2.– *Des attributions du Service de Renseignement***

#### *Article 2.– Missions du Service de Renseignement*

L'article 2 définit les missions du Service de Renseignement de l'Etat (SRE), à savoir la collecte du renseignement proprement dit, l'exécution des enquêtes de sécurité et l'organisation de la protection des informations sensibles.

Le Service de Renseignement n'exerce pas d'attributions policières. Par opposition aux services de police, le Service de Renseignement ne s'emploie pas à rechercher des infractions mais à collecter des informations. Sa mission à caractère exploratoire se situe dans le domaine de l'éventualité et de la probabilité et se distingue de celle des services de police dont l'action est orientée vers la recherche d'événements identifiables ou de faits déterminés. Cette approche exclusivement préventive, qui permet de délimiter l'action du SRE par rapport aux services de police, figure désormais expressément dans le dispositif législatif.

Le SRE continue à développer sa mission autour des deux pivots consacrés par la loi de 1960 concernant la protection de la sécurité extérieure de l'Etat. Il s'agit plus précisément de l'organisation de la protection des secrets et de la recherche du renseignement. Face à la nécessité d'adapter les missions du SRE à l'évolution du contexte géopolitique et à l'apparition de nouvelles formes de menaces, le présent article opère toutefois un élargissement du champ des interventions du SRE.

En ce qui concerne la protection des secrets, la mission du SRE passe de la protection des secrets limitativement énumérés au niveau du Code pénal à la protection générale des informations sensibles. A cette fin, le SRE devra conseiller les services et administrations de l'Etat sur les mesures de protection nécessaires pour garantir la sécurité des informations secrètes. Le SRE effectuera désormais les enquêtes de sécurité selon les modalités fixées dans le cadre d'un dispositif organisant de manière exhaustive non seulement le déroulement des enquêtes relatives aux personnes ayant accès à des données sensibles, mais également la procédure d'octroi des habilitations de sécurité. Ce dispositif fait l'objet d'un projet de loi déposé parallèlement au présent texte.

Au niveau de la recherche du renseignement et face à l'apparition de nouvelles menaces – qui peuvent être déployées à partir de l'étranger ou qui trouvent leur origine à l'intérieur du pays –, le Gouvernement propose de substituer à la sauvegarde de la sécurité extérieure du Grand-Duché de Luxembourg et de ses alliés comme objectif de cette recherche la collecte d'informations concernant les activités qui menacent ou pourraient menacer la sécurité tout court du Grand-Duché de Luxembourg et de ses alliés (pour les arguments qui ont amené le Gouvernement à choisir cette approche, il est renvoyé à l'exposé des motifs). L'article détermine dès lors les domaines d'activités du SRE dans lesquels il peut s'avérer important de rechercher des informations pour les convertir, le cas échéant, en renseignements.

Cet élargissement du champ des interventions est accompagné d'une définition plus précise des activités qui sont la cible des opérations du SRE. Ainsi, les menaces pour la sécurité du Grand-Duché sont définies d'abord à travers l'énumération des vecteurs que ces menaces peuvent emprunter (espionnage, ingérence d'une puissance étrangère, terrorisme, prolifération de systèmes d'armement non conventionnels et crime organisé) et ensuite par rapport aux objectifs qu'elles peuvent poursuivre (mise en cause de l'intégrité du territoire national, de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat, la sécurité des institutions, le fonctionnement régulier de l'Etat de droit et la sécurité de la population). Afin d'éviter ici encore tout risque d'empiétement du SRE sur les missions de la Police grand-ducale, il est précisé que le service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement ne peut rechercher des informations relatives au crime organisé que dans la mesure où celui-ci est lié aux autres voies que les menaces peuvent emprunter et qui touchent directement au champ des interventions du SRE.

### **Chapitre 3.— De la collecte et du traitement des informations**

#### *Article 3.— Coopération avec les instances nationales et internationales*

L'article détermine les rapports que le SRE doit entretenir avec les services de police en imposant une obligation de coopération entre le service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement et les autorités de police. La nature criminelle des activités contre la sécurité de l'Etat et le déploiement de menaces à partir de l'intérieur du pays rendent effectivement indispensable une collaboration étendue entre le SRE et les services de police.

La couverture des missions de renseignement peut nécessiter la mise à disposition du SRE d'informations détenues par les services de police, de même que le SRE peut disposer d'informations nécessaires à l'accomplissement des missions de la police. Les informations recueillies par le service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement dans le cadre de l'accomplissement de ses missions doivent être transmises aux services de police compétents si elles sont utiles à leur travail. L'article propose en même temps une formule qui permet aux agents du SRE d'obtenir les informations utiles à leur travail de la part des services de police tout en laissant un pouvoir d'appréciation à cet égard au service sollicité. Il appartient en effet à chaque service de déterminer le type d'informations communicables.

Dans la mesure où l'action du SRE et celle des services de police peuvent poursuivre des finalités complémentaires, il importe d'assurer une coopération efficace entre ces services. L'article propose dès lors la mise en place d'un comité de coordination composé du Premier Ministre, du Ministre des Affaires étrangères et des Ministres de la Justice et de l'Intérieur et qui est chargé de garantir une collaboration efficace entre les services concernés.

#### *Article 4.— Accès aux informations*

L'article autorise le service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement à conserver et à traiter dans ses propres banques de données les informations collectées dans le cadre de sa mission. Les différentes banques de données détenues par les administrations et services de l'Etat auxquelles le SRE doit pouvoir accéder font ensuite l'objet d'une énumération. La mise en œuvre de ces traitements s'effectue dans le respect de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel qui s'applique, en vertu de l'article 3 paragraphe (3), aux traitements de données concernant la sûreté de l'Etat. Le SRE veille notamment à collecter les données pour des finalités déterminées et à empêcher que les données ne soient traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités. Les données seront conservées pendant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées. En outre, la collecte des données par le SRE ne doit être excessive au regard des finalités déterminées. En application de l'article 17 de la loi du 2 août 2002 précitée, l'autorité de contrôle instituée en vertu de ce dispositif législatif sera informée immédiatement de la mise en œuvre du traitement des données par le SRE.

Bien que la loi du 2 août 2002 permette d'autoriser les traitements de données concernant la sûreté de l'Etat par voie de règlement grand-ducal, les dispositions y relatives sont inscrites, pour des raisons de transparence et de cohérence du dispositif et pour en livrer une vue d'ensemble, dans le présent article.

Le paragraphe (3) de l'article confère aux agents du SRE le droit de contacter toute personne physique et morale pour demander des renseignements à caractère non personnel.

#### *Article 5.— Protection des sources*

L'article a pour objet d'assurer la protection de l'anonymat des sources du SRE. Il s'agit là d'une nécessité pour assurer le bon fonctionnement du Service qui reste tributaire de la confiance qu'il inspire à ses sources.

L'efficacité de l'action du Service de Renseignement étant tributaire en grande partie de la possibilité de trouver un renseignement de qualité, il est impératif, dans l'intérêt de l'accomplissement de sa mission, de pouvoir protéger l'identité d'une source. C'est pour cette raison que l'article pose le principe de la protection des sources qui joue à l'égard des autorités judiciaires, administratives et policières.

En matière de secret des sources, il convient toutefois de trouver un équilibre entre la protection de l'anonymat des informateurs et la nécessité de divulguer leur identité dans certains cas lorsque d'autres intérêts sont en jeu. C'est pour cette raison que la protection n'est pas absolue et que les agents du SRE

peuvent être tenus de divulguer l'identité d'une source à l'égard des autorités judiciaires. Cette obligation de déposer devant les autorités judiciaires est assortie de deux exceptions:

- si la levée du secret entrave une action en cours;
- si la révélation de ce secret risque de faire courir un danger physique à une personne.

Il appartient au Président de la Cour supérieure de Justice de décider s'il y a lieu de déroger au principe de la protection des sources.

Etant largement tributaire de la transmission d'informations des services de renseignement étrangers et afin de respecter les accords de confidentialité souscrits par le SRE dans ce domaine, la protection des sources est absolue pour les informations communiquées par des services étrangers. Faute de garanties suffisantes au niveau de la protection des secrets, la collaboration avec les différents services étrangers serait rendue difficile.

#### **Chapitre 4.– Du budget et des marchés pour biens et services du Service de Renseignement**

##### *Article 6.– Moyens financiers*

Les crédits mis à la disposition du Service de Renseignement sont inscrits sous forme d'une dotation globale dans le budget des recettes et des dépenses de l'Etat. Afin que la Commission de Contrôle parlementaire, instituée en vertu de la présente loi, dispose de toutes les informations nécessaires pour l'accomplissement de sa mission de contrôle, le Premier Ministre l'informe sur le détail de l'affectation des crédits.

##### *Article 7.– Procédure comptable*

Cet article, qui détermine les modalités du fonctionnement comptable et du contrôle budgétaire et financier du service, soumet la gestion du budget du SRE à la technique du comptable extraordinaire prévue par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Afin de préserver le caractère confidentiel de ses activités, il est proposé de recourir à des procédures comptables dérogatoires par rapport au droit commun et notamment par rapport aux interventions du contrôle financier. Le Service sera cependant soumis à un contrôle interne et au contrôle de la Cour des Comptes. A ces contrôles s'ajoutera celui de la nouvelle Commission de Contrôle parlementaire.

##### *Article 8.– Marchés publics*

Cet article retient la procédure du marché de gré à gré au profit du Service de Renseignement. Afin de garantir le caractère secret de ses activités, le Service doit effectivement être en mesure de contacter les entreprises et les prestataires et de négocier directement les conditions de leurs prestations.

#### **Chapitre 5.– Du personnel du Service de Renseignement**

##### *Article 9.– Direction*

L'adaptation des missions du SRE aux nouvelles menaces, les responsabilités accrues qui en découlent, ainsi que l'augmentation des effectifs justifient le reclassement du Directeur du grade 16 au grade 17, ce qui souligne l'importance de la fonction. Le Directeur est assisté d'un Directeur adjoint.

L'organisation et le fonctionnement internes du Service de Renseignement sont fixés dans un règlement intérieur à approuver par le Premier Ministre.

##### *Article 10.– Cadre du personnel du Service de Renseignement*

L'article propose de doter le SRE d'un cadre du personnel qui lui est propre et qui est composé des carrières administratives et techniques suivantes:

- carrière supérieure de l'attaché;
- carrière moyenne du rédacteur;
- carrière moyenne de l'ingénieur technicien;
- carrière moyenne de l'informaticien diplômé;
- carrière inférieure de l'expéditionnaire administratif;

- carrière inférieure de l'expéditionnaire technique;
- carrière inférieure de l'expéditionnaire informaticien.

Ce cadre sera complété par des agents détachés à partir d'autres administrations et notamment les services de police. L'introduction des carrières techniques et informatiques est une conséquence du développement des technologies nouvelles, notamment des télécommunications et de l'informatique, qui demandent de la part d'un service pour lequel ces technologies constituent un outil de travail essentiel, un suivi conséquent par des experts compétents qui font partie du cadre permanent du service.

L'émergence de nouvelles formes de menaces et l'augmentation du nombre des enquêtes de sécurité imposés par la loi relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, soumis parallèlement au présent projet à la Chambre des Députés, et par les instruments internationaux qui lient le Luxembourg se trouvent à la base de l'ajustement des effectifs, qui sera plafonné cependant par la loi à soixante unités. Cette augmentation vise en outre à éviter que le SRE continue à composer ses équipes de filature en partie d'agents de police en service actif qui effectuent les filatures à côté de leur travail de police normal. Le Service disposera désormais des effectifs nécessaires pour effectuer les filatures avec du personnel qui est à sa disposition permanente.

L'effectif du SRE étant désormais fixé dans la loi, la création des postes pour atteindre à terme le plafond prévu se fait en dehors de la procédure du *numerus clausus*. Comme il a été expliqué à l'exposé des motifs, cette approche n'est cependant pas totalement nouvelle par rapport à la loi de 1960. Le Premier Ministre en fixant annuellement, dans les limites du plafond de soixante unités, l'effectif du SRE, contrôle l'évolution du nombre des agents du Service. Le contrôle par la Chambre des Députés s'opère à travers les crédits votés dans le cadre de la loi sur le budget des recettes et des dépenses de l'Etat et plus précisément par la nouvelle Commission de Contrôle parlementaire.

#### *Article 11.– Recrutement des agents du Service de Renseignement*

Cet article définit les modes de recrutement des fonctionnaires du SRE.

Si, dans le passé, le Service de Renseignement a essentiellement recruté des fonctionnaires de façon interne à l'administration ou des employés bénéficiant d'une certaine expérience professionnelle en provenance du secteur privé, il compte recourir de façon plus prononcée à l'avenir à la voie du recrutement de fonctionnaires plus jeunes à partir d'examens-concours sur épreuves. Les conditions et les formalités à remplir par ceux qui briguent un poste auprès du Service de Renseignement, ainsi que le programme et la procédure des différents examens auxquels ils devront se soumettre feront l'objet d'un règlement grand-ducal qui, compte tenu des spécificités des activités du service, dérogera sur un certain nombre de points à la réglementation générale en vigueur notamment au niveau de l'organisation des examens-concours dans la Fonction publique.

#### *Article 12.– Procédure disciplinaire*

L'article en question règle un aspect de la procédure disciplinaire déclenchée à l'égard d'un agent du Service de Renseignement. La procédure étant en principe régie par les dispositions de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, il est prévu, par dérogation à l'article 64 de la loi précitée et afin de garantir le caractère confidentiel des activités du Service de Renseignement, que le Conseil de Discipline statue toujours à huis clos.

#### *Article 13.– Primes et indemnités*

Cet article consacre formellement le système des primes et indemnités accordées actuellement aux agents du Service de Renseignement sur base de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat. A côté des primes de risque et d'astreinte dont le taux est désormais fixé dans la loi, les agents du Service peuvent bénéficier d'une indemnité spéciale destinée à compenser les charges et prestations particulières inhérentes aux activités du service. Le taux de cette indemnité spéciale est fixé par le Premier Ministre en fonction du grade de l'agent qui en bénéficie.

## **Chapitre 6.— Du contrôle parlementaire**

### *Article 14.— Mise en place d'un contrôle parlementaire*

Il est proposé de créer un nouveau système indépendant de contrôle du fonctionnement du Service de Renseignement. L'article vise à mettre en place un contrepoids pour garantir le respect des lois qui gouvernent l'activité du service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement. Il est dès lors prévu d'introduire, à côté des moyens parlementaires classiques de suivi de l'activité du Gouvernement tels que les questions parlementaires orales et écrites, les motions, les enquêtes, etc., un contrôle spécifique, à savoir une Commission de Contrôle parlementaire composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés.

Un tel contrôle spécifique se justifie par le fait qu'un service de renseignement, par la nature même de sa mission, tient secret sa façon de travailler et les résultats de son travail.

Par référence au règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés, sont à considérer comme „groupes politiques“ les groupements politiques comprenant au moins cinq membres. A l'instar du mécanisme de fonctionnement de la Conférence des Présidents, chaque membre de la Commission de Contrôle parlementaire dispose d'un nombre de voix égal au nombre de membres du groupe politique qu'il représente.

### *Article 15.— Fonctionnement de la Commission de Contrôle parlementaire*

La Commission de Contrôle parlementaire exerce sa mission en étroite collaboration avec les responsables du Service de Renseignement dans les locaux duquel se tiennent les réunions. Comme le contenu des informations nécessaires à la sécurité de l'Etat ne peut être porté à la connaissance de l'opinion publique, les discussions au sein de la commission parlementaire sont secrètes. Pour garantir la confidentialité des discussions, les réunions se tiennent à huis clos, les députés ne pouvant se faire remplacer.

La finalité première du rôle des parlementaires est de vérifier le respect du cadre législatif par le SRE. Pour assurer le suivi des activités du service chargé de la collecte et de l'analyse du renseignement, le Directeur est tenu d'informer les membres de la commission parlementaire sur les activités générales du SRE. L'article introduit ensuite la possibilité pour les députés de demander l'accès à des dossiers en rapport avec des opérations et situations spécifiques et d'entendre les agents du SRE. Le SRE a toutefois besoin de pouvoir préserver un certain nombre de secrets qui sont indispensables à son bon fonctionnement. C'est ainsi que l'accès à des pièces susceptibles de révéler l'identité d'une source du Service ou pouvant porter atteinte aux droits de la personne d'un tiers (droit à l'image, droit à la vie privée, etc.) pourra être refusé aux membres de la Commission.

Les constats opérés lors d'un contrôle portant sur des dossiers spécifiques peuvent servir de base pour des recommandations ayant pour but de remédier à un éventuel manquement et font l'objet de rapports.

Dans l'exercice de sa mission, la commission pourra se faire assister par des experts. Afin de limiter le nombre de personnes pouvant accéder aux informations secrètes, le recours à un expert est cantonné à des domaines précis requérant des connaissances spéciales d'une haute technicité dans ce domaine.

Le Premier Ministre, autorité hiérarchique du SRE, peut demander à la Commission de Contrôle parlementaire d'élaborer un avis concernant des questions liées au fonctionnement du SRE.

Alors que les mesures de surveillance des télécommunications et de la correspondance effectuées à la demande du Service de Renseignement sont soumises au contrôle préalable de la commission de contrôle instituée en vertu de l'article 88-3 CIC, le présent projet introduit la possibilité d'un contrôle a posteriori par la Commission de Contrôle parlementaire. Afin d'associer la commission parlementaire au mécanisme de l'article 88-3 CIC, elle sera informée deux fois par an des mesures de surveillance ordonnées à la demande du Service de Renseignement. La commission pourra en outre demander dans le cadre d'un contrôle spécifique l'accès à un dossier se rapportant à une mesure de surveillance.

En application du paragraphe (8), la Commission de Contrôle parlementaire est tenue d'établir chaque année un rapport. Dressant le bilan de l'année écoulée, ce document constitue l'outil d'information principal dont dispose la commission. La confiance du public dans le Service de Renseignement sera effectivement renforcée par la publicité donnée à l'action de contrôle. Il importe toutefois de trouver un juste équilibre entre la transparence et la confidentialité des activités du Service. Les données dont la publication pourrait nuire au bon déroulement de la mission du Service devront dès lors rester confidentielles.

## **Chapitre 7.– Dispositions pénales**

### *Article 16*

L'article prévoit la sanction applicable à la révélation d'informations confidentielles en érigeant en infraction le fait de communiquer des renseignements ou des faits de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement. Cette obligation de garder le secret sur les affaires du Service s'applique tant à l'égard de ses agents qu'à l'égard de toute autre personne collaborant avec le Service. A l'égard des députés, cette disposition ne s'appliquera évidemment que dans le respect des principes constitutionnels régissant l'immunité parlementaire.

## **Chapitre 8.– Dispositions modificatives, transitoires et finales**

### *Article 17.– Dispositions modificatives*

Afin d'assurer l'homogénéité de la commission de contrôle instituée par l'article 88-3 CIC, le Gouvernement propose de la composer exclusivement à partir de membres de la magistrature, et plus précisément des juridictions civiles et administratives. Il sera dès lors procédé au remplacement du président de la Cour des Comptes, dont le rôle a été profondément modifié par la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes, par le président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg.

Cet article énumère en outre, de façon précise, les modifications apportées à la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, modifications techniques qui découlent des changements opérés au niveau du cadre du personnel du SRE.

### *Article 18.– Dispositions transitoires*

L'article 18 prévoit tout d'abord la reprise dans le nouveau cadre du personnel des agents occupés par le SRE au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et appartenant aux carrières figurant à l'article 10 paragraphe (1).

L'article 18 définit ensuite les modalités de la nomination au poste de Directeur. Un fonctionnaire de la carrière du sous-officier des établissements pénitentiaires se voit intégré à la carrière de l'expéditionnaire technique pour faire correspondre sa carrière aux attributions qu'il exerce au sein du SRE. Il est par ailleurs prévu de procéder, conformément aux principes de l'instruction du Gouvernement en Conseil du 1er juillet 1988, à la fonctionnarisation d'un employé de la carrière S. L'article comporte en outre au profit des fonctionnaires détachés d'autres administrations et services de l'Etat et intégrés, en vertu de la présente loi, dans le cadre du personnel du Service, une garantie de carrière axée sur les possibilités d'avancement dans leur administration d'origine.

### *Article 19.– Disposition abrogatoire*

Cette disposition abroge formellement la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat, à l'exception d'une disposition introduite dans le Code pénal par le biais de cette loi.



**FICHE FINANCIERE**  
**concernant les coûts engendrés par le projet de loi**

*(article 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget,  
la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)*

	<i>En Euros</i>
Traitements des fonctionnaires (28 postes):	1.399.021
Traitements de base: 973.089	
Charges sociales patronales: 53.520	
Allocations de repas: 39.396	
Primes et indemnités: 333.016	
Crédit d'équipement mobilier	25.000
Crédit d'équipement informatique	25.000
Frais courants	10.000
Total	1.459.021 <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Il s'agit de dépenses qui n'impacteront que de façon progressive et dans le moyen, sinon le long terme, le budget de l'Etat.

